L'an deux mille vingt et un,
Le vendredi 8 octobre à 20 H 30
Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Salle du Conseil en
séance publique, sous la présidence de :

Mme Anne-Sophie ROMAGNY, Maire.

Etaient présents : Mme Monique DEGONVILLE, Mme Sylvie LONGHINI, M. Dominique LECLERE, M. Thierry LEROUX, M. Guy DUHAMEL, Mme Maud LOUVET, Mme Céline MANGELINCK, Mme Sonia BARRÉ, Mme Pascale RENARD, M. Alain BOURDAIRE, M. Jean-Luc JONET, M. Romain PARACHE, M. Grégory THIEBAUT, M. Bachir DADDA, Mme Isabelle BOURSCHEIDT.

Absents : Mme Emilie DEVERRE, M. Arthur ADNET.

Excusés : aucun

Pouvoirs : Mme Gaëlle HENOUX à Mme Sylvie LONGHINI,

M. Romain PARACHE a été élu secrétaire.

A l'unanimité, le Conseil valide le procès-verbal de la précédente séance du
vendredi 10 septembre 2021.

DÉCISION DU MAIRE
prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
Contrat de maintenance
TK ELEVATOR
N° OCTOBRE/001

Le Maire de Bazancourt,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération en date du 25 mai 2020 n° Mai/014, par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 susvisé, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés en la forme négociée en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de passer un contrat de maintenance de l'ascenseur avec la société TK Elevator France sise rue de Champfleury – ZI Saint Barthélémy à ANGERS,

DECIDE

Article 1er :

La commune passe un contrat de maintenance avec la société TK Elevator France en date du 1^{er} septembre 2021 pour l'entretien de l'ascenseur de la mairie, d'un montant de 1 890.00 € HT/an.

Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal et un exemplaire du contrat y sera annexé.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Reims.

DÉCISION DU MAIRE
prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
Etude de faisabilité pour le réaménagement de la place de la mairie,
de la rue de la Place et du parking Gustave Haguenin
N° OCTOBRE/002

Le Maire de Bazancourt,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération en date du 25 mai 2020 n° Mai/014, par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 susvisé, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés en la forme négociée en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de réaliser une étude de faisabilité pour le réaménagement de la place de la mairie, de la rue de la Place et du parking Gustave Haguenin avec la société SAVART PAYSAGE sise 23 rue de Vertus à CHALONS EN CHAMPAGNE,

DECIDE

Article 1er :

La commune passe un marché avec la société SAVART PAYSAGE en date du 23 septembre 2021 pour la réalisation d'une étude concernant la réfection de la place de la mairie, la rue de la Place et du parking Gustave Haguenin, d'un montant de 8 600,00 € HT soit 10 320,00 € TTC.

Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal et un exemplaire du contrat y sera annexé.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Reims.

Tarifs communaux
N° : OCTOBRE/003
17 pour

Considérant le succès des marchés nocturnes estivaux organisés pour la 1ère fois en 2021, chaque mois entre juin et septembre,

Considérant la volonté d'organiser de nouvelles festivités de ce type pour les fêtes de fin d'année en organisant un marché de Noël,

Considérant qu'il convient donc d'instituer un tarif spécifique d'occupation du domaine public applicable pour les marchés animés qui sera à acquitter par chaque commerçant souhaitant bénéficier d'un emplacement,

Il est donc proposé d'instituer un tarif forfaitaire de 20 € que devra supporter chaque commerçant à l'occasion de ce genre d'événements.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité

DECIDE de fixer à 20 € le tarif forfaitaire pour un emplacement de commerçant sur un marché animé à Bazancourt.

Prise en charge des timbres fiscaux des titres sécurisés détruits.

N : OCTOBRE/004

17 pour

Considérant que depuis 2008, la Commune de Bazancourt dispose d'une station biométrique en mairie permettant de traiter les demandes de titres sécurisés (cartes nationale d'identité et passeports), de la saisie du dossier à la remise des documents aux administrés, missions assurées par les services municipaux,

Considérant du fait d'erreurs commises lors de l'instruction des dossiers, certains demandeurs n'ont pu se faire remettre leur titre (qui a dû être détruit conformément à ce que la procédure impose) et retrouvent à donc devoir déposer un nouveau dossier et à supporter une seconde fois le coût d'un timbre fiscal à leur frais,

Aussi, cette dépense pesant sur les demandeurs résultant d'une erreur de l'Administration, il est proposé à l'assemblée que la Commune la prenne en charge sous la forme d'une subvention qui sera versée à chaque personne ayant eu à subir ce désagrément.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité

DECIDE de prendre en charge le coût du timbre fiscal des personnes dont le titre sécurisé a dû être détruit, sous la forme d'une subvention qui sera versée à chaque demandeur ayant eu à subir ce désagrément.

Régularisation vente 5, place de la Mairie

N : OCTOBRE/005

16 pour

Mme Pascal RENARD n'a pas pris part au débat.

Vu la délibération n°DECEMBRE/022 du 13 décembre 2013 par laquelle a été mis en vente en faveur de Mme Pascale RENARD le bien bâti sur terrain propre cadastré AC 247 sis 5, place de la Mairie au prix de 132 500 €,

Considérant que cette cession était censée comporter à la fois l'intégralité du bâti (maison et garage) mais également le jardin situé à l'arrière de la construction,

Considérant qu'il a été récemment constaté que la vente avait finalement été effectuée essentiellement pour la partie construite, une bande de près d'1,70 mètre et le jardin apparaissant rattachés sur le cadastre à la parcelle de la salle Michel Prévotau,

Considérant qu'il convient donc de régulariser cette erreur matérielle,

Considérant qu'il est proposé de céder au prix de 2 euros à Mme RENARD les 153 m² manquant dans l'acte initial et correspondant donc principalement au jardin et à une partie du garage,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à la majorité

DECIDE de céder à Mme Pascale RENARD au prix de 2 euros les 153 m² issus de la division de la parcelle initialement cadastrée AC 248 et désormais référencés sous la parcelle AC 248a, les frais étant à partager, pour moitié chacune, entre la Commune et Mme Pascale RENARD.

Contrat d'assurance des risques statutaires
N : OCTOBRE/006
17 pour

Le Maire rappelle que comme l'y autorise l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique territoriale et son décret d'application n°86-552 du 14 mars 1986, les centres de gestion peuvent souscrire une assurance statutaire pour le compte des collectivités et établissement du département.

Le Maire expose que le Centre De Gestion a communiqué à l'établissement :

- les résultats le concernant.
- l'application :
 - o d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à 0,40% de la masse salariale assurée au titre du contrat CNRACL
 - o d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à 0,15% de la masse salariale assurée au titre du contrat IRCANTEC.

Cette cotisation additionnelle permet de financer les actions et tâches que prend en charge le Centre de Gestion de la Marne en lieu et place de l'assureur et de son courtier. Les missions réalisées par le Centre de Gestion seront formalisées par la signature d'une convention de gestion.

Ces actions consistent :

- o A gérer au quotidien l'ensemble des déclarations de sinistres transmises par la collectivité via le logiciel mis à disposition par l'assureur. Assurer et suivre le remboursement de l'assureur auprès de la collectivité.
- o Vérifier la déclaration des bases de l'assurance à fréquence annuelle
- o Suivre les processus d'adhésion et de résiliation du ou des contrats de la collectivité.

- Répondre à toutes les questions relatives à la gestion et au conseil statutaire lié aux indisponibilités des agents de la collectivité (absences de toutes natures : Maladie Ordinaire (MO), Congé de longue maladie/longue durée (CLM/CLD), Accident du Travail / Maladie Professionnelle (AT/MP), Maternité (MAT), Décès (DC).)
 - Accompagner la collectivité dans la gestion et le pilotage de l'absentéisme des agents par l'intermédiaire de retours statistiques, d'alertes et le cas échéant de comités locaux ou départementaux de pilotage.
 - Activer et assurer le suivi des services annexes liés au retour ou au maintien dans l'emploi : soutien psychologique, étude ergonomique des postes de travail, contre-visite et expertise médicale, ainsi que toute autre action s'inscrivant dans l'optique d'un retour ou maintien dans l'emploi de l'agent.
 - Assurer le suivi des demandes de recours gracieux avec l'assureur et/ou son courtier dans le cadre de retards de déclaration, retards de transmission des pièces justificatives.
 - Assurer la remontée des informations liées au recours contre tiers responsable de manière à diminuer le reste à charge pour l'assureur et ainsi maintenir des taux de cotisations optimisés pour la collectivité.
 - Assurer toute autre mission visant la couverture des risques assurés et le bon déroulement des relations contractuelles avec l'assureur et son courtier.
- Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DECIDE

D'accepter la proposition suivante :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2022).

Taux garantis pendant 2 ans

I. Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) immatriculés à la C.N.R.A.C.L.

Oui Non

- Risques garantis : **Décès / Accidents de service et maladies imputables au service (y compris temps partiel thérapeutique) / Longue maladie et longue durée (y compris temps partiel thérapeutique) / Maternité, Paternité et Adoption / Incapacité (Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité temporaire)**
- Conditions tarifaires (hors option): **5.02 % (hors frais de gestion) avec une franchise de 15 jours par arrêt en Maladie Ordinaire et risques professionnels. Aucune franchise sur les autres risques.**

II. Agents Titulaires ou Stagiaires (moins de 28 heures de travail par semaine) et des Agents Non-Titulaires affiliés au régime général et à l'IRCANTEC.

Oui Non

- Risques garantis : **Accident de service / maladie professionnelle, Maladies Graves, Maternité, Paternité, Adoption, maladie ordinaire.**

- Conditions tarifaires de base (hors option): **1.35 % avec 15 jours de franchise sur la maladie ordinaire. Aucune franchise sur les autres risques.**

L'assemblée délibérante autorise le Maire à :

- Opter pour la couverture des agents CNRACL,
- Choisir les options (prise en charge totale ou partielle des charges patronales, primes et indemnités, Supplément Familial de Traitement, Indemnité de Résidence).
 - o Signer tout document contractuel résultant de la proposition du Centre de Gestion : proposition d'assurance, certificats d'assurance (contrats) et convention de gestion intégrant la cotisation additionnelle annuelle de **0,40 %** de la masse salariale assurée au titre du contrat CNRACL.

Rapport d'activité Communauté Urbaine du Grand Reims 2020
N° : OCTOBRE/007
17 pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-39 qui dispose que le Président d'un EPCI adresse chaque année au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement,

Vu le rapport présenté par la Communauté urbaine du Grand Reims pour l'année 2020,

Vu la note de synthèse valant exposé des motifs,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE de prendre acte de la communication au Conseil municipal du rapport d'activités 2020 de la Communauté Urbaine du Grand Reims, joint en annexe.

INFORMATIONS DIVERSES

Compte rendu de la 3^{ème} commission

M. Thierry LEROUX, adjoint « cadre de vie : voirie, patrimoine et espaces verts », fait part à l'assemblée de la rencontre qui a eu lieu le lundi 27 septembre dernier entre la commission et l'entreprise SAVART PAYSAGE qui a été missionnée pour l'étude de faisabilité relative au projet d'aménagement de la place de la Mairie.

Ainsi, après une visite du site pour constater l'état actuel de la place ont été évoqués la position de l'église en surélévation à conserver et mettre en valeur, l'axe central de l'accès à la Mairie à prévoir, les espaces verts à prévoir majoritairement par rapport aux surfaces en enrobés ou encore la récupération des eaux pluviales.

Repas des séniors 2021

Lors de sa séance du jeudi 7 octobre 2021, le CCAS a décidé de répartir les bénéficiaires du repas des séniors sur les 2 jours des samedi 20 et dimanche 21 novembre afin de disposer de davantage d'espace dans le contexte sanitaire encore incertain.

Jumelage Gersheim

Suite à différents échanges avec Michaël CLIVOT, Maire de Gersheim, il a été décidé d'organiser un déplacement à en Allemagne fin novembre, la date restant à déterminer.

D'autre part, à l'occasion de la rencontre avec Mme Annie-Paul VAUDEE, présidente de l'association de jumelage, qui a eu lieu en Mairie le 5 octobre dernier avec Mme le Maire et sa 2^{ème} adjointe Mme DEGONVILLE en charge notamment du jumelage, il a été acté de tout mettre en œuvre pour éviter la dissolution de l'association et de renouer les liens avec Gersheim qui ont été distendus depuis le début de la crise sanitaire.

Ainsi, sera relancée l'idée d'organiser des olympiades, entre autres, et la prochaine saison culturelle de la Filature intégrera l'Allemagne comme pays à l'honneur.

Noël des enfants des personnels

La distribution des cadeaux aura lieu, comme habituellement, à la Filature à partir de 18h30 et sera suivie d'un spectacle.

Marché de Noël

Lors de la prochaine réunion de la 5^{ème} commission sera proposé le programme du 1^{er} marché de Noël qui se tiendra le samedi 18 décembre 2021 de 10h00 à 23h00.

A cette occasion, des stands seront tenus par des commerçants (gaufres, churros, châtaignes chaudes...) et des associations (Atlas, APE, Les Filles des Fils) de 10h00 à 20h00 sur la place Jobert Lucas avec une animation lumineuse déambulatoire en fin d'après-midi et une tartiflette géante.

A compter de 20h00, aura lieu une soirée doudoune sur la partie enherbée de la Filature située côté turbine, avec un animation musicale assurée par un DJ.

Reste à trouver un père Noël (Maud LOUVET et Céline MANGELINCK se renseignent chacune de leur côté).

Nuisances olfactives

Des signalements étant effectués régulièrement depuis avril et cet été ayant été particulièrement incommodant pour certains habitants selon leur secteur de résidence, l'origine des nuisances a finalement été identifiée suite à une visite inopinée des services de la DREAL avec mise en demeure d'y remédier d'ici le 15 octobre 2021, délai que l'industriel en cause s'était engagé à respecter.

Néanmoins, cette échéance apparaissant désormais intenable, l'implication des élus du secteur pour régler ce problème au plus vite amène la Préfecture à envisager la mise en place de pénalités de retard significatives, voire la création d'un comité de suivi de site (C.S.S.) qui semblerait possible, même si l'industrie n'est pas classée SEVESO.

----- **QUESTIONS DIVERSES**

- **Mme Maud LOUVET** s'enquiert du projet de résidence seniors.

Mme le Maire lui fait savoir qu'une présentation par le 2nd organisme logeur, le Foyer Rémois, est prévu fin octobre.

- **Mme Céline MANGELINCK** demande si le parcours des camions est bien déterminé en fonction de leur provenance.

Mme le Maire le lui confirme en précisant que lorsqu'ils viennent d'au-delà de Roizy les poids lourds doivent passer par Bermericourt et qu'à partir de Roizy/L'Ecaille ils sont bien censés passer par Bazancourt.

De plus, elle rappelle qu'en cas d'anomalie constatée, il convient de relever le numéro vert se trouvant sur la benne tout en notant la date, l'heure et le lieu, et d'envoyer les signalements en Mairie et à Mme le Maire pour qu'ils soient transmis à

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée
le vendredi 8 octobre 2021 à 22h17.*

Date	Numéro	Objet
16/09/2021	OCTOBRE/001	DÉCISION DU MAIRE prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal Contrat de maintenance TK ELEVATOR
24/09/2021	OCTOBRE/002	DÉCISION DU MAIRE prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal Etude de faisabilité pour le réaménagement de la place de la mairie, de la rue de la Place et du parking Gustave Haguenin
08/10/2021	OCTOBRE/003	Tarifs communaux
08/10/2021	OCTOBRE/004	Prise en charge des timbres fiscaux des titres sécurisés détruits
08/10/2021	OCTOBRE/005	Régularisation vente 5 place de la Mairie
08/10/2021	OCTOBRE/006	Contrat d'assurance des risques statutaires
08/10/2021	OCTOBRE/007	Rapport d'activité Communauté Urbaine du Grand Reims 2020

Liste des présences		
NOM PRENOM	POUVOIR	SIGNATURE
ROMAGNY Anne-Sophie		
LECLERE Dominique		
DEGONVILLE Monique		
LEROUX Thierry		
LONGHINI Sylvie		
DUHAMEL Guy		
LOUVET Maud		
MANGELINCK Céline		
DEVERRE Emilie	ABSENTE	
BARRE Sonia		
RENARD Pascale		
HENOUX Gaele	Mme Sylvie LONGHINI	
BOURDAIRE Alain		
JONET Jean-Luc		
PARACHE Romain		
THIEBAUT Gregory		
DADDA Bachir		
ADNET Arthur	ABSENT	
BOURSCHEIDT Isabelle		